

« Ce n'est pas la fête pour l'école »

ENSEIGNEMENT Le Pacte d'excellence pourrait pâtir des mauvaises relations entre le PS et le CDH, selon les acteurs associatifs

Ce mercredi était un jour de fête pour la Fédération Wallonie-Bruxelles. Mais « *ce n'est pas la fête pour l'école* », clame la plate-forme de lutte contre l'échec scolaire. Les membres de celle-ci (La Ligue des familles, Lire et écrire, le MOC et une dizaine d'autres acteurs) craignent que le Pacte d'excellence pâtisse des tensions au sein du couple CDH-PS (suite au divorce souhaité mais non abouti).

Les représentants de la CSC et de la CGSP – parties prenantes du collectif – relatent que les relations au sein de la majorité n'étaient déjà pas au beau fixe au printemps. Mais à présent, ils servent quasiment « *d'interface entre les partenaires* ». Les membres de la plate-forme redoutent aussi qu'il y ait des réductions budgétaires concernant le Pacte. En effet, en Région wallonne, où le CDH s'est lié au MR, l'heure est à la rigueur budgétaire. Le parti humaniste, ne risque-t-il pas de subir des pressions des libéraux pour réduire la voilure en Fédération ? « *Il est essentiel que les investissements soient respectés* », affirme Eugène Ernst, secrétaire général de la CSC-Enseignement. Parmi le personnel enseignant, les critiques sont déjà nombreuses, une réduction des investissements condamnerait définitivement l'implémentation du Pacte. La plate-forme a peur que le Pacte d'excellence ne soit jamais

totalelement appliqué ; comme ce fut le cas pour le décret Mission adopté il y a 20 ans.

Tronc commun

Si au sein de la plate-forme, les sensibilités peuvent diverger, tous parlent à l'unanimité quand il s'agit de défendre le tronc commun. Une mesure qui fait polémique car nombreux sont les parents et enseignants qui craignent que cela tire le niveau général vers le bas. Faux ! clament-ils en chœur. « *L'inverse est scientifiquement prouvé* », note Jean-Pierre Kerckhofs, président de l'Appel pour une école démocratique (Aped). « *Ce n'est pas un projet bisounours ou gauchiste* », déclare Fred Mawet, secrétaire générale de Changements pour l'Égalité. Ce tronc commun s'étend aux enfants et jeunes de 3 à 15 ans. « *Via le tronc commun, on change radicalement de paradigme* », souligne Fred Mawet. On passe d'un système qui engendre la « *sélection, la relégation pour les uns, l'excellence pour les autres* » à un modèle qui « *s'interdit la relégation précoce* » et qui vise « *l'éducabilité pour tous* ». Ce défi prendra du temps comme ce fut le cas dans les pays scandinaves : une quinzaine d'années.

Autre point clé : la gratuité. « *On pourrait penser que c'est aborder la question de la réussite par le petit bout de la lorgnette* »,

énonce Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Mais la question financière « *est un problème réel qui participe à l'échec car il détourne de l'essentiel. Cette question va conditionner les relations entre les parents et l'école.* » Et avoir des conséquences sur l'enfant.

Dans le Pacte, la gratuité est prévue en maternelles. Pour les membres de la plate-forme, c'est un « *engagement trop timoré ;*

d'autant que c'est le niveau le moins coûteux ». Leur souhait ? « *La gratuité en maternelles et primaires* », demande Christine Mahy. Et un réinvestissement dans les filières techniques. « *Bien sûr, on aimerait que ce soit gratuit partout mais commençons par l'essentiel du Pacte* », déclare-t-elle.

Enfin, il a aussi été question, lors de cette conférence de presse, du décret Inscription. La plate-forme souhaite son maintien. Pour Jean-Pierre Kerckhofs, « *si révision il y a, ce serait pour mieux atteindre l'objectif de mixité* ». Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Au cabinet de la ministre de l'Enseignement, Marie-Martine Schyns, on souhaite rassurer les acteurs. Si « *les relations sont globalement plus difficiles* » à la Fédération, concernant le Pacte, il n'y a pas d'inquiétudes à avoir.

« *C'est une priorité pour tout le monde*, rappelle Éric Étienne, porte-parole de la ministre. *Les premiers éléments concrets ont été mis en place dès la rentrée. D'autres le seront en 2018. On continue l'ambition à tous les niveaux y compris budgétaires. Le conclave (qui démarrait ce mercredi, NDLR) va d'ailleurs apporter des confirmations.* » ■

VIOLAINE JADOUX

27 SEPTEMBRE

Demotte : « Nous sommes au poste »

Les discours de la fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont été marqués par la crise politique. Le ministre-président Rudy Demotte (PS) a regretté les « *médiocres petits jeux politiques* ». Il a aussi voulu donner l'image d'un gouvernement PS-CDH « *vent debout* » : « *Nous sommes au poste, non pas dans une attitude passive, fataliste ou même simplement attentiste. Nous sommes dans une posture offensive pour assumer pleinement nos compétences au bénéfice de tous.* » Il a notamment attiré l'attention sur l'aspect crucial de la réussite du Pacte pour un enseignement d'Excellence, « *une obligation envers notre jeunesse et notre société* ».

A.-C.B.